

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on a expliqué à maintes reprises la politique du gouvernement en matière de bilinguisme, et il faudrait faire une déclaration à l'appel des motions pour passer en revue en détails ce que nous faisons à cet égard.

M. Nowlan: Une question supplémentaire. Je comprends qu'il faudrait peut-être une déclaration à l'appel des motions, mais le premier ministre serait-il disposé à la faire dès la reprise des Chambres, étant donné le troisième rapport de la Commission B et B et les déclarations du secrétaire d'État?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit avant-hier, il nous faudra peut-être reviser notre politique à la lumière de ce rapport. D'autre part, comme le gouvernement mettra du temps à lire et à étudier ce long rapport, je n'aimerais pas faire de déclaration avant qu'on en ait terminé l'étude.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

BIAFRA—LA DEMANDE D'AIDE DE CANAIRELIEF

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au premier ministre. Combien de temps le gouvernement compte-t-il attendre pour que les autorités biafraises et nigérianes donnent leur accord à une proposition canadienne concernant les parachutages de secours avant de donner une réponse définitive à la demande d'appui de Canairelief pour ses opérations destinées à écarter la menace de famine?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je crois avoir dit que nous avons déclaré à M. Johnson que nous nous étions fixé un délai d'au plus trois semaines. Les trois semaines ne sont pas encore écoulées.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LES PRÉVISIONS DE L'OCDE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Finances si la prédiction de l'OCDE concernant une inflation de 4 p. 100 au Canada en 1970 était fondée sur les renseignements fournis à l'OCDE par le ministre des Finances?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné cette prédiction de l'OCDE, le ministre des Finances ou le gouvernement ont-ils songé à de nouvelles initiatives pour réduire à un niveau acceptable le taux d'inflation au Canada?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, nous ne cessons pas de nous pencher sur ce problème.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'EXPANSION DE LA CRIMINALITÉ VIOLENTE

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au solliciteur général. Le solliciteur général et son collègue, le ministre de la Justice, envisagent-ils des entretiens avec leur homologues provinciaux pour régler l'expansion fulgurante de la criminalité violente au Canada, dont le directeur de la police de Montréal a fait état dans sa déclaration d'hier?

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, les discussions ont lieu de temps à autre pour élaborer des mesures pratiques dans ce domaine. Cependant, j'ai noté la déclaration faite hier et j'en parlerai avec mon collègue.

L'hon. M. Lambert: Une question supplémentaire. L'honorable représentant voudrait-il tenir compte du nombre croissant des révolvers et des petites armes automatiques qui semblent être une des causes principales du problème?

L'hon. M. McIlraith: Nous sommes très préoccupés par cet aspect de la question, monsieur l'Orateur.

L'HABITATION

LE RÉAMÉNAGEMENT URBAIN—LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État diligent, chargé de l'habitation. Voudrait-il soumettre l'importante et urgente question du réaménagement urbain à l'examen du comité permanent ad hoc, pour pouvoir y comparaître avec d'autres et y exposer ses vues?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, comme vous l'avez vous-même signalé, tous les députés vont avoir